

La Russie et l'Europe centrale et orientale : entre confrontations et connivences



Pavel BAEV

Novembre 2016

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Note réalisée dans le cadre de l'« Observatoire Russie, Caucase et Europe orientale », avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), ministère de la Défense

ISBN : 978-2-36567-590-1

© Tous droits réservés, Ifri, 2016

Comment citer cette publication :

Pavel Baev, « La Russie et l'Europe centrale et orientale : entre confrontations et connivences », *Russie.Nei.Visions*, n° 97, novembre 2016.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : bruxelles@ifri.org

Site internet : ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Auteur

Pavel Baev est directeur de recherche et professeur à l'Institut de recherche sur la paix (PRIO), à Oslo, chercheur associé à la Brookings Institution (Washington DC) ainsi qu'à l'Institut français des relations internationales (Ifri). Diplômé en 1979 en géographie politique à l'Université d'État de Moscou (MGU), il a travaillé dans un institut de recherche placé sous la tutelle du ministère de la Défense de l'URSS. Il a soutenu une thèse en relations internationales à l'Institut des États-Unis et du Canada à l'Académie des sciences de Russie, puis a travaillé à l'Institut de l'Europe à Moscou avant de rejoindre le PRIO en 1992. De 1995 à 2001, il a été rédacteur en chef de *Security Dialogue*, la revue trimestrielle du PRIO, et membre du conseil d'administration de ce même Institut de 1998 à 2004.

Ses recherches portent sur l'énergie et la sécurité dans les relations entre la Russie et l'Europe, la politique énergétique de la Russie, la politique russe dans l'Arctique, la réforme de l'armée russe et la gestion des conflits postsoviétiques dans le Caucase et la Caspienne. Il rédige une rubrique hebdomadaire dans *l'Eurasia Daily Monitor* de la *Jamestown Foundation*. Parmi ses publications récentes :

- ▀ « Russia's Pivot to China Goes Astray: The Impact on the Asia-Pacific Security Architecture », *Contemporary Security Policy*, vol. 37, n° 1, mars 2016, p. 89-110.
- ▀ « Ukraine: a Test for Russian Military Reforms », *Russie.Nei.Reports*, n° 19, mai 2015.
- ▀ « Russia and Turkey Find a Common Cause in Confronting the Specter of Revolution », *Turkish Policy Quarterly*, vol. 12, n° 4, 2014, p. 45-53.

Résumé

Depuis la crise ukrainienne, début 2014, la Russie n'a cessé d'intensifier la pression économique, politique et militaire qu'elle exerce sur les États d'Europe centrale et orientale. Pour ralentir son retrait géopolitique du « front occidental », la Russie mobilise tous les leviers économiques, politiques et militaires à sa disposition dans cette région, où l'unité européenne et atlantique présente quelques points faibles que Moscou a tendance à surestimer. Sa politique, qui consiste à exploiter les vulnérabilités, se caractérise par une remarquable flexibilité : avec certains États (Bulgarie et Slovaquie), elle instrumentalise les questions énergétiques ; ailleurs (République tchèque et Hongrie), elle emploie la corruption politique, dans d'autres pays (Roumanie et pays baltes), elle a recours à des pressions d'ordre militaire. Aucune de ces méthodes — renforcées par une intense campagne de propagande — n'a produit les résultats souhaités. Certains signes, sans qu'on puisse en tirer de conclusions définitives, semblent indiquer que la Russie aurait décidé de moins se reposer sur la force militaire et de réduire ses provocations, du fait des coupes dans ses dépenses de défense. Ses relations avec les États d'Europe centrale et orientale et sa capacité à faire pression sur eux dépendront dans une large mesure de l'évolution de la crise ukrainienne. Si celle-ci ne prend pas une tournure cataclysmique, d'autres développements sur les théâtres de la Baltique et de la mer Noire pourraient avoir un impact majeur sur la confrontation entre la Russie et l'Occident. Les tentatives de Moscou visant à enrayer son retrait, voire à récupérer des positions perdues pourraient provoquer des crises aiguës et accélèrent inévitablement le déclin de son influence dans la région.

Sommaire

INTRODUCTION	5
LA GÉOPOLITIQUE DE LA NOUVELLE « ZONE DE FRONT »	7
LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE RUSSE : UNE ARME DÉPASSÉE ?	11
Le gaz	11
L'énergie nucléaire	13
RÉSEAUX ET PROPAGANDE	16
L'entretien de réseaux à l'étranger	16
L'art de la propagande	19
PRESSIONS MILITAIRES	22
Le « théâtre » baltique	22
Le « théâtre » de la mer Noire	25
La menace nucléaire et la défense antimissile.....	27
CONCLUSION : LE JEU DANGEREUX DE MOSCOU	29

Introduction

Comme à l'époque du Rideau de fer, l'Europe est de nouveau divisée. Plusieurs événements récents prouvent la complexité – aux relents de guerre froide – des relations entre les deux camps. En Estonie, trois hommes ont été condamnés en février 2016 pour avoir collaboré avec les services de renseignement russes¹. Quelques mois plus tôt, en septembre 2015, la Russie et l'Estonie s'étaient livrées à un échange d'espions sur le pont qui relie ces deux ex-républiques soviétiques aux trajectoires si différentes². En Bulgarie, le premier ministre Boïko Borissov a reconnu en janvier 2016 que Moscou s'était servi de l'arme de l'approvisionnement énergétique pour contraindre son gouvernement à rompre avec la solidarité otanienne et à retirer son soutien à la Turquie dans le conflit qui opposait cette dernière à la Russie³. Enfin, au cours de ce même mois de janvier, le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou a annoncé la création de trois nouvelles divisions militaires sur le flanc occidental du pays⁴.

Ces événements témoignent de l'ampleur des nouveaux défis sécuritaires auxquels doivent faire face les États d'Europe centrale et orientale – dont la plupart appartenaient encore, il y a moins de 30 ans, au pacte de Varsovie, voire à l'Union soviétique. Cette nouvelle confrontation possède aussi les caractéristiques de ce que l'on appelle, faute de meilleur terme, une « guerre hybride ». Les prémices de cet affrontement sont devenues perceptibles quand l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) a adopté au sommet de Lisbonne (novembre 2010) son nouveau Concept stratégique censé combiner le « redémarrage » (*reset*) des relations avec Moscou et la « réassurance » offerte aux alliés les plus

Traduit du russe par Boris Samkov, relu par François Capelani.

1. D. Mardiste, « Estonia Jails Three Men Over Spying for Russian Security Services », Reuters, 23 février 2016, www.reuters.com

2. « Russia and Estonia Exchange Spies after Kohver Row », BBC News, 26 septembre 2015, www.bbc.com.

3. « Bulgaria Was Pressured to Choose between Turkey, Russia – PM », Novinite.com, 19 janvier 2016, www.novinite.com.

4. « Šojgu : Minoborony RF v 2016 godu sformiruet tri novye divizii na zapadnom napravlenii » [Choïgou : le ministère de la Défense va former trois divisions sur le flanc occidental en 2016], TASS.ru, 12 janvier 2016, <http://tass.ru>.

exposés à la menace russe⁵. La crise ukrainienne au début de l'année 2014 a confirmé les prévisions les plus « alarmistes » des experts occidentaux et marqué une nette rupture dans les relations entre l'OTAN et la Russie. La Russie mise désormais sur l'utilisation traditionnelle de ses moyens militaires à des fins politiques. Elle estime que malgré leur appartenance à l'OTAN, les États ouest-européens n'ont ni la volonté ni la capacité de recourir à la force, *a fortiori* pour défendre des pays tels que l'Estonie ou la Lettonie⁶. Dans le même temps, Moscou combine également divers moyens de pression non militaires comme la propagande, l'espionnage, la corruption et l'approvisionnement énergétique.

Cette note analyse l'évolution récente des relations entre la Russie et les États d'Europe centrale et orientale, membres de l'OTAN et de l'Union européenne (UE) – les Balkans n'étant abordés qu'à la marge. Elle a pour objectif d'évaluer l'efficacité des politiques mises en œuvre par Moscou dans cette région et d'anticiper leurs éventuelles inflexions. Après une rapide présentation des principaux enjeux géopolitiques de cette nouvelle « zone de front », la note décrit la politique énergétique russe, au cœur de ses intérêts et de sa politique dans la région. Il s'agira ensuite de décrypter les mécanismes d'exportation des pratiques de corruption et les moyens de propagande mis en place par Moscou – deux sujets de réelle préoccupation dans les pays occidentaux. L'examen de l'emploi par la Russie de différentes méthodes de pression militaire sur les « théâtres » baltique et de la mer Noire constitue la dernière partie de l'étude. En conclusion, la note relève les risques liés à la perte de l'influence stratégique que Moscou a longtemps exercée dans cette zone, où elle est désormais perçue comme une menace sécuritaire majeure.

5. Sur le lien entre *reset* et réassurance, voir R. Asmus, S. Czmur, Ch. Donnelly, A. Ronis, T. Valacek et K. Wittmann, « NATO, New Allies and Reassurance », *CER Policy Brief*, mai 2010, www.cer.org.uk.

6. Sur la réticence à s'engager à protéger ces points faibles de l'OTAN, voir R. Peters, « Defending the Indefensible : NATO's Baltic States », *Strategika*, n° 23, 12 mai 2015, www.hoover.org.

La géopolitique de la nouvelle « zone de front »

Pendant une grande partie des années 1990 et jusqu'au début des années 2000, la Russie a accordé peu d'attention aux États d'Europe centrale et orientale. Malgré de nombreuses possibilités d'influencer les processus de transition en cours dans les pays de cette région (qui manquait de cohésion et d'intégration), Moscou a en effet privilégié les dialogues bilatéraux avec les pays qu'il considérait plus importants comme l'Allemagne, la France, l'Italie et la Turquie. Aucun effort n'a été fait pour peser de façon déterminante dans les débats sur la question fondamentale de l'adhésion de ces États à l'OTAN. À l'époque, le Kremlin ne semblait pas considérer la vague d'élargissement du printemps 2004 comme une menace pour la sécurité de la Russie⁷.

À partir de 2008, cette neutralité cède la place à une opposition virulente à l'encontre de tout nouvel élargissement. Invité au sommet de l'OTAN à Bucarest en avril, Vladimir Poutine parvient ainsi à bloquer l'ouverture du Plan d'action pour l'adhésion (MAP) à la Géorgie et à l'Ukraine. Le président russe y a probablement vu sa victoire politique majeure – renforcée par la guerre éclair contre la Géorgie en août 2008. Il n'en demeure pas moins que le processus d'élargissement de l'OTAN a commencé et continue – le Monténégro prépare son adhésion à l'Alliance⁸ – sous la présidence de Poutine, qui désormais ne manque pas une occasion de condamner ce processus. Ainsi, la nouvelle Stratégie de sécurité nationale de la Fédération de Russie adoptée fin décembre 2015 s'en prend aux États-Unis et à leurs alliés qui auraient mis en œuvre l'endiguement de la Russie (Article 12). Ce texte détaille les menaces que représente l'OTAN aux yeux des dirigeants russes : « L'accroissement du potentiel militaire de l'OTAN, l'exercice par cette organisation de fonctions globales en violation des normes du droit international, l'intensification des activités militaires des États membres, la poursuite de l'expansion de l'Alliance et le déploiement de ses infrastructures militaires toujours plus

7. Une analyse utile datant de cette période : M. Kramer, « NATO, the Baltic States and Russia: A Framework for Sustainable Enlargement », *International Affairs*, vol. 78, n° 4, octobre 2002, p. 731-756.

8. R. Gramer, « The New Thorn in Russia's Side: Why Moscow Doesn't Want Montenegro Joining NATO », *Foreign Affairs*, 24 décembre 2015, www.foreignaffairs.com.

près des frontières de la Russie créent une menace pour la sécurité nationale⁹ » (Article 15).

Alors que la nouvelle confrontation « post-Crimée » entre la Russie et l'Occident s'enracine et s'aggrave, Moscou commence à accorder davantage d'attention à ses relations avec l'Europe centrale et orientale. Les pays de la région représentent désormais une nouvelle « zone de front » où la Russie voit de multiples menaces, qu'elle cherche à prévenir. Cependant, ce tableau géopolitique n'est pas monochrome et présente de nombreuses nuances que l'on peut résumer en trois points.

Premièrement, Moscou ne perçoit pas l'élargissement de l'OTAN comme l'expression de la volonté d'adhésion des neuf États de la région, mais comme une initiative hostile lancée par des États-Unis. Cette approche incite Moscou à développer des relations bilatérales avec ces pays sans tenir compte de leur appartenance à l'Alliance. C'est ainsi que, par exemple, Poutine a confirmé que la Russie considérait la Bulgarie comme une « amie proche » et n'était pas « préoccupée » par son appartenance à l'OTAN¹⁰. Son ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov affirmait, quant à lui, dans un article en mars 2016, que les anciens membres du pacte de Varsovie ne s'étaient toujours pas émancipés, mais avaient seulement remplacé un « maître » par un autre¹¹.

Deuxièmement, la question de l'élargissement de l'OTAN est inextricablement liée, dans la pensée stratégique russe, à celle du système américain de défense antimissile, que la Doctrine militaire adoptée par Moscou en décembre 2014 désigne comme l'une des principales « menaces militaires extérieures¹² ». L'obsession personnelle de Vladimir Poutine vis-à-vis de ce dossier est manifeste, d'où la priorité accordée à la modernisation des forces stratégiques dans le Programme d'armement à l'horizon 2020. La défense antimissile occupe également une place centrale

9. Traduction de l'auteur de « Ukaz Prezidenta Rossijskoj Federacii o Strategii nacional'noj bezopasnosti Rossijskoj Federacii » [Décret du président de la Fédération de Russie sur la Stratégie de sécurité nationale de la Fédération de Russie], Kremlin.ru, 31 décembre 2015, <http://kremlin.ru>.

10. « Putin : Rossiû ne bespokoit členstvo Bolgarii v NATO » [Poutine : la Russie n'est pas préoccupée par l'adhésion de la Bulgarie à l'OTAN], RIA-Novosti, 17 août 2015, <http://ria.ru>.

11. Il affirme également que l'élargissement de l'OTAN est la cause des problèmes systémiques qui existent dans les relations de la Russie avec les États-Unis et l'UE. Voir S. Lavrov, « Russia's Foreign Policy in a Historical Perspective », *Russia in Global Affairs*, 30 mars 2016, <http://eng.globalaffairs.ru>.

12. Il arrive en quatrième position dans une liste de quatorze « menaces » où le renforcement et l'élargissement de l'OTAN occupent la première place. Voir D. Trenin, « Russia's New Military Doctrine: Should the West be Worried? » *National Interest*, 31 décembre 2014, <http://nationalinterest.org>.

dans la propagande russe¹³. Moscou est profondément convaincu que le déploiement du « premier échelon » des radars et des missiles intercepteurs américains en Europe de l'Est vise à neutraliser ses capacités stratégiques de dissuasion – bien qu'en réalité les dispositifs de l'OTAN soient en deçà de la puissance des missiles sol-sol russes¹⁴.

Troisièmement, l'élargissement de l'UE – à la différence de celui de l'OTAN – n'était pas perçu, jusqu'à la fin de l'année 2013, comme une menace pour les intérêts russes ; or, la révolution de Maïdan en Ukraine, orchestrée, selon le Kremlin, par l'Occident, ainsi que les sanctions décidées par Bruxelles à l'égard de la Russie ont changé la donne. Aujourd'hui, l'UE est considérée comme un adversaire de premier plan dont l'affaiblissement serait inévitable, et la crise migratoire pourrait y contribuer. La Stratégie de sécurité nationale de 2015 l'évoque de façon implicite dans son Article 16, qui souligne « l'échec du système de sécurité euro-atlantique édifié autour de l'OTAN et de l'Union européenne », prouvé par son incapacité à gérer « l'accroissement des flux migratoires [...] en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient¹⁵ ». Certains responsables occidentaux ont même fait allusion à une possible responsabilité de Moscou dans l'aggravation de la crise migratoire, sans pouvoir toutefois en apporter les preuves. Ainsi, le président du Conseil européen Donald Tusk a déclaré que l'intervention militaire russe avait provoqué la fuite de « milliers de réfugiés supplémentaires [...] vers la Turquie et l'Europe » ; et le général américain Philip Breedlove, commandant suprême des forces alliées en Europe, a quant à lui accusé la Russie « d'utiliser les migrations comme une arme¹⁶ ».

De manière plus générale, Moscou a tendance à surestimer les forces centrifuges au sein de l'UE, et cherche à exploiter ses liens avec les États d'Europe centrale pour alimenter les clivages au sein de l'UE. À l'inverse, elle perçoit généralement l'OTAN comme une organisation plus unie et disciplinée. Parmi les évolutions possibles de la situation géopolitique, le rapprochement éventuel de la Suède et de la Finlande avec l'OTAN, et *a fortiori* leur éventuelle adhésion à l'Alliance, inquiètent particulièrement Moscou. Afin de prévenir un tel scénario, qui pourrait fragiliser la Russie

13. « How Putin Uses Missile Defence in Europe to Distract Russian Voters », *NATO Review*, 29 janvier 2015, www.nato.int.

14. Pour une analyse dépassionnée, voir S. Pifer, « The Limits of US Missile Defense », *The National Interest*, 30 mars 2015, <http://nationalinterest.org>.

15. *Op. cit.* [9].

16. G. Baczynska, « EU's Tusk Says Russian Bombings Make Situation in Syria even Worse », Reuters, 9 février 2016, www.reuters.com ; G. Dyer, « NATO Accuses Russia of "Weaponising" Immigrants », *Financial Times*, 1 mars 2016, www.ft.com.

sur son flanc septentrional, le Kremlin recourt à la combinaison de pressions militaires et politiques¹⁷.

17. J. Benitez, « The Bully to the East », *US News and World Report*, 6 août 2015, www.usnews.com.

La politique énergétique russe : une arme dépassée ?

Le Kremlin a toujours considéré les exportations d'hydrocarbures comme une arme politique efficace. Les bouleversements intervenus sur le marché mondial de l'énergie, lesquels ont coïncidé avec la crise ukrainienne, ne permettent plus cette instrumentalisation, mais Moscou ne semble pas avoir pris conscience de cette nouvelle donne. Depuis son arrivée au pouvoir, Vladimir Poutine, qui croyait connaître le fonctionnement du secteur de l'énergie mieux que les dirigeants occidentaux, a cherché à pousser son avantage dans ce domaine ; il est désormais profondément désorienté et s'accroche à des méthodes dépassées, sans grande chance de succès.

Le gaz

Au milieu des années 2000, les principaux projets énergétiques russes étaient prioritairement orientés vers les grandes puissances, en particulier l'Allemagne. Les États d'Europe centrale et orientale – dont certains ont été sévèrement touchés par la « guerre du gaz » que la Russie et l'Ukraine se sont livrée en janvier 2009 – étaient quant à eux perçus comme des cibles de moindre importance. Mais surtout, paradoxalement, l'intérêt commercial de ces projets – gagner des parts de marché supplémentaires en Europe – entrainait en contradiction avec le but stratégique, à savoir créer des corridors d'exportation qui contourneraient le territoire de l'Ukraine. En outre, des différences significatives perduraient dans la politique énergétique russe sur les versants nord et sud de l'« offensive gazière » du Kremlin.

Au nord, le projet clé était le gazoduc Nord Stream, qui traverse la mer Baltique. L'opposition constante, bien qu'inefficace au final, de la Pologne a convaincu Moscou de l'hostilité politique de cette partie de l'Europe aux projets gaziers russes. Après avoir essayé d'acquiescer des actifs dans les infrastructures énergétiques des États baltes et en Pologne, la Russie n'a cependant pas résisté à la tentation de punir les « fauteurs de troubles » en leur faisant payer le gaz au prix fort. La coopération énergétique en a

fortement pâti¹⁸. Malgré la faiblesse de leurs ressources, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie ont alors redoublé d'efforts pour trouver des alternatives au monopole russe en matière d'approvisionnement gazier. Les trois États baltes ont ainsi construit des terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL) et passé des accords avec la Norvège, ce qui leur a permis de réduire significativement leur dépendance à l'égard des pressions énergétiques russes¹⁹. En même temps, leurs gouvernements n'ont pas hésité à critiquer l'Allemagne pour sa position favorable vis-à-vis du Nord Stream 2. Ils estiment en effet que ce projet va à l'encontre des objectifs de diversification affichés par l'UE et ne profiterait qu'à la Russie, favorisant son objectif stratégique de contournement de l'Ukraine²⁰. Moscou a fini par relâcher sa pression sur les trois pays baltes et espère désormais que son attitude plus constructive sur les questions gazières lui permettra d'obtenir l'approbation du projet Nord Stream 2 par la Commission européenne. Une éventuelle décision négative de cette dernière ne ferait que renforcer la volonté de Moscou de « punir » les pays concernés²¹.

Au sud, la Russie avait initialement prévu de développer des liens énergétiques avec plusieurs États politiquement proches d'elle et d'établir un réseau de consommateurs « préférentiels » de gaz. Le projet clé était le gazoduc South Stream, concurrent du projet Nabucco, soutenu par l'UE. Paradoxalement, aucun de ces deux projets concurrents ne reposait sur une base économique solide. De façon prévisible, ils ont l'un comme l'autre été finalement abandonnés²². Cependant, le « mégaprojet » russe, basé sur plusieurs gazoducs au lieu d'un pipeline unique, reste d'actualité aux yeux de Moscou.

Peu rentable sur le plan économique, ce projet offrait néanmoins à la Russie la possibilité de mener des négociations bilatérales avec chacun des pays situés le long du « corridor » gazier et d'établir des relations tout à son avantage avec des partenaires locaux, trop faibles et désunis face à Gazprom. Moscou excluait volontairement la Roumanie de ses projets énergétiques, et misait particulièrement sur la Bulgarie, perçue comme un

18. Voir, par exemple, « Lithuania Looks for Alternatives to Counter Russia's High Gas Price », EurActiv, 8 juillet 2013, www.euractiv.com.

19. C. Oliver et H. Foy, « Poland and Baltic States Set to Sign Deal to Build Gas Pipeline », *Financial Times*, 12 octobre 2015, www.ft.com.

20. J. Dempsey, « Germany, Dump Nord Stream 2 », *Strategic Europe*, 25 janvier 2016, <http://carnegieeurope.eu>.

21. A. Mineev, « Severnyj potok 2 peregorodili plotinoj. Nužen li on Evrope ? » [Le Nord Stream 2 a été bloqué par un barrage. L'Europe en a-t-elle besoin ?], *Novaâ Gazeta*, 18 avril 2016, www.novaygazeta.ru.

22. P. Baev et I. Overland, « The South Stream versus Nabucco Pipeline Race », *International Affairs*, vol. 68, n° 5, mai 2010, p. 1075-1090.

pays historiquement amical et « utilement corrompu », jusqu'à ce que la classe politique bulgare ne se décide à dénoncer les desseins politico-énergétiques russes²³. La Grèce est alors devenue à son tour la cible principale des manœuvres gazières du Kremlin, mais le premier ministre Alexis Tsipras a remarquablement tiré son épingle du jeu, en parvenant à utiliser ses discussions avec Vladimir Poutine pour négocier un meilleur accord avec Bruxelles²⁴. Moscou cultive des liens discrets avec le parti Syriza et continue de chercher des moyens de contourner l'Ukraine par le sud, mais la crise qui a éclaté dans les relations russo-turques entre la fin du mois de novembre 2015 et le début du mois d'août 2016 a considérablement affaibli sa marge de manœuvre²⁵, et le récent rapprochement entre les deux pays devrait être trop limité pour changer la donne.

L'absence d'un projet crédible a empêché Moscou d'utiliser l'instrument énergétique pour développer une « relation particulière » avec la Serbie. C'est pour cette raison que le mécontentement exprimé par Vladimir Poutine à l'égard du rapprochement de Belgrade avec l'OTAN n'a eu aucun impact²⁶. Quant aux tentatives de pression sur la Slovaquie visant à empêcher l'Ukraine de trouver en Bratislava un fournisseur de gaz alternatif, elles ont été très maladroites et ont eu l'effet inverse de celui recherché puisqu'elles ont conduit à la signature d'un accord, soutenu par l'UE, sur l'inversion des flux de gaz depuis l'Allemagne²⁷. D'une manière générale, la Russie ne parvient pas à tirer de dividendes politiques de ses réseaux énergétiques en Europe centrale et orientale : ses efforts, perçus comme une ingérence, se révèlent souvent contre-productifs.

L'énergie nucléaire

Un aspect particulier de la politique énergétique globale de Moscou réside dans le développement de sa filière nucléaire, que le Kremlin considère non seulement comme l'un des rares domaines où la Russie possède des hautes technologies compétitives, mais aussi comme un moyen efficace d'établir et

23. D. Kalan, « Bulgaria's Turn: Sofia Gives Moscow Some Attitude », *Foreign Affairs*, 9 juin 2015, www.foreignaffairs.com.

24. P. Ghemawat et P. Bastian, « Tsipras and Putin: Does Greece Have a Russia Option? » *The Globalist*, 30 juillet 2015, www.theglobalist.com.

25. Sur les liens avec Syriza, voir M. Champion, « Syriza's Dangerous View of Russia », *Bloomberg*, 3 février 2015, www.bloombergview.com ; sur les intrigues les plus récentes, voir V. Socor, « Gazprom Promotes Greece-Italy Transit Route to Obstruct European Corridor », *Eurasia Daily Monitor*, 3 mars 2016, www.jamestown.org.

26. P. Himshiashvili, « Putin ponâł poziciâ Serbii po NATO » [Poutine a compris la position de la Serbie sur l'OTAN], *RBC.ru*, 10 mars 2016, www.rbc.ru.

27. C. Harrison et Z. Princova, « A Quiet Gas Revolution in Eastern and Central Europe », *Energy post*, 29 octobre 2015, www.energypost.eu.

d'entretenir des relations privilégiées d'État à État. La politique concernant l'énergie nucléaire est fortement centralisée sous l'autorité du consortium Rosatom. Son président, l'ancien premier ministre Sergueï Kirienko, a fixé un objectif ambitieux de faire passer de 29 à 80 le nombre de contrats portant sur la construction de réacteurs nucléaires à l'étranger dans les années à venir²⁸. L'Europe centrale et orientale occupe une place de choix dans ce projet.

Dans le nucléaire, la plupart des projets actuels sont hérités de l'époque soviétique : l'URSS a construit 24 réacteurs en Bulgarie, en Hongrie, en Lituanie, en République démocratique allemande (RDA), en Tchécoslovaquie – la Roumanie a fait appel à l'*Atomic Energy Canada Limited* (AECL) pour construire sa centrale nucléaire de Cernavoda. Les inquiétudes concernant la sécurité des sites nucléaires, partagées par les professionnels du secteur comme par l'opinion publique après la catastrophe de Tchernobyl en avril 1986, ont conduit à la fermeture de la centrale de Greifswald (Allemagne de l'Est) en 1990. La Bulgarie, la Lituanie et la Slovaquie ont été contraintes, avant d'adhérer à l'UE, de mettre hors service leurs huit réacteurs d'anciennes générations (VVER, réacteur à eau pressurisée, et RBMK, réacteur de grande puissance à tubes de force)²⁹.

Désireuse de tourner la page de Tchernobyl et de se conformer aux règles établies par la Commission européenne, la Russie a redoublé d'efforts afin de remporter des appels d'offres pour la construction de nouveaux réacteurs, en se focalisant tout particulièrement sur la Bulgarie et la Hongrie. En Bulgarie, le projet de nouvelle centrale nucléaire à Belene a finalement été abandonné en septembre 2012, au grand dépit de Rosatom, tandis que dans les négociations sur la construction d'un nouveau réacteur pour la vieille centrale de Kozloduy, le partenaire clé est Westinghouse³⁰. En Hongrie, où quatre réacteurs de fabrication soviétique sont en fonctionnement à la centrale nucléaire de Paks, Rosatom a réussi à obtenir un contrat pour la construction de deux réacteurs supplémentaires, mais la Commission européenne n'a pas encore approuvé cet accord conclu sans appel d'offres et impliquant l'octroi d'un prêt de 10 milliards de dollars par la Russie³¹. À ce jour, Rosatom n'a en fait enregistré qu'un seul

28. I. Armstrong, « Russia is Creating a Global Nuclear Power Empire », Global Risk Insights, 29 octobre 2015, <http://globalriskinsights.com>.

29. Pour une source de données utile, consulter : « Nuclear Power in the World Today », World Nuclear Association, janvier 2016, www.world-nuclear.org.

30. « Cancelled Russian Nuclear Plant May Cost Bulgaria €1 billion », EurActiv, 11 septembre 2012, www.euractiv.com.

31. Sur les sombres perspectives de cette transaction, voir M. Samorukov, « Russia and Hungary's Fruitless Friendship », Carnegie Moscow Center, 19 février 2016, <http://carnegie.ru>.

succès : l'accord sur la construction d'une nouvelle centrale nucléaire à Hanhikivi en Finlande, finalisé en 2015 et conditionné à un prêt dont le montant représente 75 % du coût total estimé à 7 milliards de dollars³². Le chantier a commencé début 2016.

Le marketing agressif de la Russie en matière de technologies nucléaires a porté ses fruits dans de nombreuses parties du monde, mais il s'est montré étonnamment inefficace en Europe centrale et orientale. Si certains États – comme la Lituanie – sont réticents à collaborer avec Moscou, l'obstacle le plus important réside dans la politique de la Commission européenne. Celle-ci ne vise pas directement la Russie, mais réduit largement l'efficacité des pratiques commerciales de cette dernière, qui allie marchandages politiques et partage occulte des bénéfices.

32. « Rosatom načal rabotu po stroitel'stvu AES v Finlândii » [Rosatom a commencé à construire une centrale nucléaire en Finlande], Lenta.ru, 21 janvier 2016, <https://lenta.ru>.

Réseaux et propagande

Dans les années 2000, les cours élevés du pétrole ont apporté à la Russie des recettes considérables, dont une partie a été redistribuée à la population et l'autre placée dans les fonds souverains sous le contrôle direct du Kremlin. Moscou disposait ainsi de ressources financières significatives – et souvent opaques – pour créer et entretenir des réseaux politiques à l'étranger. Au début des années 2010, comme l'avait affirmé Mikhaïl Khodorkovski depuis sa cellule, l'exportation de la corruption serait devenue le deuxième grand levier de la politique étrangère russe, en particulier en Europe, après l'exportation des hydrocarbures³³.

L'entretien de réseaux à l'étranger

Jusqu'au début des années 2010, la Russie cherchait des relais de son influence avant tout en Europe occidentale. Alors que l'afflux de fonds privés d'origine souvent douteuse provoquait une flambée des prix de l'immobilier à Londres et à Nice, des contrats lucratifs permettaient au Kremlin de nouer des relations étroites avec des dirigeants politiques européens de haut niveau parmi lesquels Gerhard Schröder et Silvio Berlusconi. L'attention des autorités russes se portait essentiellement sur l'Allemagne en raison de sa position stratégique en Europe et, probablement, de la grande variété de connexions dont y disposait Vladimir Poutine, notamment au sein de la Stasi, depuis l'époque où il servait le KGB à Dresde³⁴. Il ne semble pas en revanche que la Russie ait cherché à créer des canaux d'influence économique et politique comparables dans les anciens États membres du pacte de Varsovie.

Depuis 2012, les rapports de Vladimir Poutine avec ses homologues européens sont devenus moins chaleureux qu'auparavant, mais c'est la crise en Ukraine, à partir de l'hiver 2014, qui a contraint le président russe à chercher de nouveaux partenariats en Europe centrale et orientale. Des

33. M. Khodorkovsky, « A Time and a Place for Russia », *The New York Times*, 28 janvier 2010, <http://www.nytimes.com>.

34. L'une des affaires les plus célèbres d'anciennes connexions avec la Stasi implique Matthias Warning et est examinée dans : K. Dawisha, *Putin's Kleptocracy: Who Owns Russia?*, New York & Londres, Simon & Shuster, 2014, p. 50-56. Sur l'influence de son expérience en RDA dans la perception du monde de Vladimir Poutine, voir également F. Hill & C. G. Gaddy, *Mr. Putin: Operative in the Kremlin*, Washington D.C., Brookings Institution Press, 2015, p. 145-147, p. 181-183.

canaux financiers y avaient déjà été utilisés pour transférer de l'argent à des « amis » à l'Ouest : ainsi, la First Czech Russian Bank a servi d'intermédiaire pour accorder un prêt au Front national en France³⁵. Aujourd'hui, Moscou utilise de plus en plus ces canaux pour financer divers partis populistes d'extrême gauche comme d'extrême droite en Europe centrale et orientale³⁶. Il est évidemment difficile d'avancer des preuves irréfutables de l'existence de ces transferts d'argent, néanmoins les partis « contestataires » dans plusieurs pays européens semblent désormais disposer de ressources financières plus significatives qu'auparavant³⁷.

Cependant, le Kremlin ne pouvait se limiter à des relais d'influence marginaux. Aussi a-t-il également visé les leaders des partis au pouvoir dans les pays européens. S'il était difficile de trouver des alliés politiques en Pologne ou dans les trois pays baltes car aucune force politique ou presque ne pouvait y être qualifiée véritablement de « pro-russe », des « ouvertures » existaient en revanche en Hongrie, en Slovaquie et en République tchèque, ces États décrits par *The Economist* comme « big, bad Visegrad³⁸ ». Le Kremlin a beaucoup soigné ses relations avec les leaders de ces trois pays : le premier ministre slovaque Robert Fico a été chaleureusement accueilli à Moscou en juin 2015 ; son homologue hongrois Viktor Orban a été reçu avec les plus grands égards en février 2016 ; le président de la République tchèque, Milos Zeman, a assisté à la parade de la Victoire à Moscou le 9 mai 2015, et son prédécesseur Václav Klaus a été invité à prononcer un discours à la réunion du Club Valdai en octobre 2015³⁹. Toutes ces personnalités politiques ont dûment plaidé pour la levée des sanctions européennes contre la Russie, sans toutefois obtenir gain de cause.

Même si Vladimir Poutine entretient une certaine proximité personnelle avec Viktor Orban, il ne semble pas réellement considérer ces hommes politiques comme des partenaires prioritaires et égaux⁴⁰. Les

35. Voir sur ce sujet I. Oliveira, « National Front Seeks Russian Cash for Election Fight », *Politico*, 19 février 2016, www.politico.eu.

36. Pour un tableau d'ensemble, voir « In the Kremlin's Pocket », *The Economist*, 14 février 2015, www.economist.com.

37. Pour une analyse détaillée, voir le rapport d'A. Polyakova et A. Shekhovtsov, « What's Left of Europe if the Far Right Has Its Way? », *Issue Brief: Atlantic Council*, Washington D.C., mars 2016, www.atlanticcouncil.org.

38. L'argument central de cette critique, qui s'applique tout autant à la Pologne, a trait à l'attitude hostile adoptée par ces États sur la question de l'immigration. Voir : « Big, Bad Visegrad », *The Economist*, 28 janvier 2016, www.economist.com.

39. « Václav Klaus: Valdai's Debate about Threats: The Threat Is Us », Valdai Discussion Club, 27 octobre 2015, <http://valdaiclub.com>.

40. T. McNamara, « Is Hungary's Viktor Orban a Miniature of Vladimir Putin? », *Policy Review*, juillet 2014, www.policyreview.eu.

sommes versées pour financer leurs campagnes électorales sont modiques à l'échelle de la corruption en Russie⁴¹. En Slovaquie, les financements russes ont pu avoir une certaine influence sur l'issue des élections législatives de mars 2016, mais la victoire de Robert Fico était largement assurée⁴². En Serbie, le Kremlin avait offert un soutien généreux aux nationalistes pro-russes dont il espérait la victoire aux élections législatives d'avril 2016 : ce calcul s'est révélé erroné et la coalition pro-UE du premier ministre Aleksandar Vučić a obtenu une large victoire⁴³. Il est très probable que la révélation du « sponsoring » russe et la forte demande d'une plus grande transparence financière suite à l'affaire des « Panama papers » aient eu des effets. Vladimir Poutine a d'ailleurs réagi vivement à ce scandale, alors même que son implication personnelle n'était pas prouvée⁴⁴. De fait, toutes les transactions *offshore* douteuses ont été exécutées par des courtiers et des hommes de confiance proches du pouvoir, ce qui a valu à la Russie la première place dans le classement du « capitalisme de connivence » (*crony capitalism*) établi par *The Economist*⁴⁵.

Le Kremlin part du principe que la politique des petits États d'Europe centrale et orientale alimente la crise profonde qui frappe les institutions de l'UE et menace de paralyser le processus de prise de décision de la Commission européenne⁴⁶. À Moscou, bon nombre d'experts sont prompts à annoncer l'inévitable effondrement d'une UE affaiblie par une politique financière incohérente et submergée par l'afflux de migrants⁴⁷. En réalité, Viktor Orban, Robert Fico et les autres « amis de Poutine » dans la région – de même qu'Alexis Tsipras en Grèce – n'ont nullement intérêt à faire imploser l'UE. Ils cherchent plutôt à instrumentaliser leurs liens avec le Kremlin pour atteindre deux objectifs : obtenir de meilleures conditions

41. Selon de récentes recherches, la somme totale d'argent qui avait été transféré hors de Russie à la fin 2014 est estimée à 1 300 milliards de dollars. Voir H. Stewart, « Offshore Finance: More than \$12 tn Siphoned Out of Emerging Countries », *The Guardian*, 8 mai 2016, www.theguardian.com.

42. L. Ragozin, « Putin's Hand Grows Stronger as Right-Wing Parties Advance in Europe », *Bloomberg*, 15 mars 2016, www.bloomberg.com.

43. « Pro-Russians Set for Comeback in Serbia », *EurActiv*, 21 avril 2016, www.euractiv.com.

44. Voir, par exemple, M. Leiva, « Putin nazval "informatsionnye ataki" na sebâ reakciej na ukreplenie Rossii » [Poutine a qualifié les « attaques informationnelles » le visant de réaction au renforcement de la Russie], *RBC.ru*, 25 avril 2016, www.rbc.ru.

45. « Our Crony-Capitalism Index: The Party Winds Down », *The Economist*, 5 mai 2016, www.economist.com.

46. D. Frants, « Sammit ES stolknët Vostočnuû Evropu s Zapadnoj » [Le Sommet de l'UE va donner lieu à une confrontation entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale], *Nezavisimâ gazeta*, 18 février 2016, www.ng.ru.

47. V. Inozemtsev, « Mantra dlja neudačnikov » [Un mantra pour les perdants], *The New Times*, 16 mars 2016, www.newtimes.ru.

de négociation avec Bruxelles et détourner les critiques liées à la façon dont ils traitent l'opposition et les médias dans leurs pays respectifs.

L'art de la propagande

La politique russe envers l'Europe centrale et orientale, et plus généralement envers l'Occident, s'est récemment enrichie d'un nouvel élément : une campagne massive de relations publiques qui combine les méthodes traditionnelles de la propagande « à la soviétique » et l'instrumentalisation des réseaux sociaux. Depuis la crise ukrainienne, cette campagne a atteint un niveau d'intensité sans précédent ; elle apparaît désormais comme une dimension essentielle de la « guerre hybride ».

Les Occidentaux ont pleinement conscience qu'il est urgent de contrer cette offensive. L'OTAN a réagi par la création à Riga du Centre d'excellence pour les communications stratégiques (Stratcom)⁴⁸. Aujourd'hui, une grande attention est portée aux risques qu'engendre la propagande russe ; il est toutefois utile d'en souligner certains aspects particuliers.

Moscou a d'abord cherché à influencer les russophones d'Europe, notamment *via* ses chaînes de télévision publiques. L'Allemagne, qui compte de nombreux expatriés – entre 1,5 et 2 millions –, souvent actifs politiquement, a été l'une des premières cibles de cette campagne⁴⁹. Moscou s'est également efforcé de ranimer les vieux ressentiments des communautés russophones d'Estonie et de Lettonie, non moins importantes⁵⁰. Cette stratégie n'a jusqu'ici remporté qu'un succès très limité et, comme le répète régulièrement le jeune maire de Riga⁵¹, les Russes dans ces deux États baltes ne constituent aucunement une « cinquième colonne ».

La Russie a aussi cherché à influencer l'opinion publique dans plusieurs États (Bulgarie, Monténégro, Serbie, Slovaquie), favorables à

48. R. Emmott, « NATO Looks to Combat Russia's "Information Weapon" : Document », Reuters, 27 janvier 2016, www.reuters.com. Les activités et les publications de Stratcom sont présentées sur son site www.stratcomcoe.org.

49. Pour une analyse détaillée, voir M. Amann *et al.*, « The Hybrid War : Russia's Propaganda Campaign Against Germany », *Der Spiegel*, 5 février 2016, www.spiegel.de.

50. V. Veebel, « Russian Propaganda, Disinformation, and Estonia's Experience », *FPRI E-Notes*, octobre 2015, www.fpri.org ; C. Ranks, « Tret'â mirovâ v Pribaltike : možet li Latgaliâ stat' vtorym Krymom ? » [Troisième Guerre mondiale dans la Baltique : le Latgale peut-il devenir une deuxième Crimée ?], Carnegie Moscow Center, 11 mars 2016, <http://carnegie.ru>.

51. Sh. Walker, « Riga Mayor: "I Am a Russian-Speaking Latvian and a Patriot of My Country" », *The Guardian*, 15 juin 2015, www.theguardian.com.

Moscou pour des raisons historiques ou « civilisationnelles ». Outre les chaînes de télévision russes, des programmes spécifiques dans leurs langues respectives visent à alimenter les sentiments anti-américains et le mécontentement provoqué par la politique de l'UE, notamment en matière d'austérité économique et, plus encore, d'immigration. La Bulgarie est la première cible de cette campagne, à tel point qu'un rapport du ministère bulgare de la Défense a conclu que la guerre informationnelle russe « portait directement atteinte aux valeurs démocratiques, à l'esprit et à la volonté de la nation⁵² ». Pourtant ces efforts considérables ne produisent que des effets limités. Comme l'explique le chercheur bulgare Ivan Krastev, « s'il est vrai que les Bulgares ont de la sympathie pour les Russes, c'est précisément leur bonne connaissance des méthodes de Moscou qui leur évite de voir le régime de Poutine comme un modèle à suivre⁵³ ».

Au-delà des chaînes de télévision, la propagande s'appuie désormais également sur les médias sociaux, en particulier *via* le recrutement de « trolls » qui inondent les sites Internet populaires de commentaires agressifs. Les journalistes qui réalisent des enquêtes consacrées à ce phénomène s'exposent à des attaques personnelles violentes⁵⁴. De telles méthodes – souvent combinées à des attaques de hackers, dont les plus importantes ont pris pour cible le réseau électrique ukrainien – se révèlent généralement contre-productives⁵⁵. Elles ont en effet conduit plusieurs États d'Europe centrale et orientale à développer des capacités communes de cyber-défense et incitent un pays comme la Suède à rejoindre le Centre d'excellence Stratcom⁵⁶.

Enfin, la propagande est souvent associée à la fois à des pratiques d'espionnage traditionnelles et à de nouvelles formes d'opérations clandestines, elles-mêmes étroitement liées à des tentatives de corruption⁵⁷. En Europe centrale et orientale, la Pologne et les trois États baltes sont les principales cibles de ce type d'actions. Le Centre d'excellence de contre-espionnage de l'OTAN, récemment établi en Pologne, vise à

52. « Bulgaria Accuses Russia of Waging "Information War" », *Balkan Insight*, 29 août 2014, www.balkaninsight.com.

53. I. Krastev, « What Central Europe Really Thinks about Russia », *The New York Times*, 27 avril 2015, www.nytimes.com.

54. N. Miller, « Finnish Journalist Jessikka Aro's Inquiry Into Russian Trolls Stirs Up a Hornet's Nest », *Sydney Morning Herald*, 13 mars 2016, www.smh.com.au.

55. H. Kuchler et N. Buckley, « Hackers Shut Down Ukraine Power Grid », *Financial Times*, 5 janvier 2016, <https://next.ft.com> ; T. Fox-Brewster, « "State-Sponsored" Russian Hacker Group Linked to Cyber Attacks on Neighbours », *The Guardian*, 29 octobre 2014, www.theguardian.com.

56. G. O'Dwyer, « Sweden Seeks to Join NATO Info-War Agency », *Defense News*, 1 novembre 2015, www.defensenews.com.

57. M. Calabresi, « Inside Putin's East European Spy Campaign », *Time*, 7 mai 2014, <http://time.com>.

contrer l'avantage que la Russie possède dans ce domaine, du fait de son expérience et des ressources importantes qu'elle y consacre⁵⁸.

Au printemps 2014, l'UE, l'OTAN et la plupart des États d'Europe centrale et orientale ont d'abord été surpris par la détermination et l'agressivité de l'offensive russe en matière de propagande et d'espionnage, mais ils ont progressivement fini par s'unir afin de mobiliser les moyens nécessaires à la mise en œuvre de contre-mesures. Parallèlement, dans un contexte de crise économique, Moscou est obligé de réduire les financements consacrés à sa machine de propagande. Par conséquent, dans cette guerre de l'information, l'équilibre des forces évolue progressivement en défaveur de la Russie, si bien que certains observateurs appellent les Occidentaux à ne pas reprendre à leur compte l'hostilité du discours politique du Kremlin et expliquent que « le nivellement par le bas d'une large partie du débat public sur la Russie est contreproductif⁵⁹ ».

58. A. Chapman, « Why did Poland Raid a NATO-Linked Training Center? », *The Daily Beast*, 20 décembre 2015, www.thedailybeast.com.

59. M. Galeotti, « By Matching Moscow's Paranoia, the West Plays Into Putin's Hands », *The Guardian*, 14 mars 2016, www.theguardian.com.

Pressions militaires

Même s'il porte une grande attention aux questions énergétiques et aux réseaux d'influence, Moscou continue de considérer la puissance militaire comme l'instrument politique le plus efficace à sa disposition. En effet, l'une des spécificités russes réside dans la détermination du Kremlin de recourir à la force militaire et d'accepter les risques que ce recours peut engendrer. Du point de vue stratégique russe, l'Europe centrale et orientale est divisée en deux « théâtres » : la mer Noire et la mer Baltique, où Moscou a la capacité de projeter sa puissance militaire. Une zone intermédiaire inclut la Slovaquie, la République tchèque et la Hongrie – où étaient stationnées d'importantes forces soviétiques dans les années 1960-1980 –, séparée de la Russie par le « tampon » ukrainien.

Le « théâtre » baltique

Depuis le début des années 2010, l'hypothèse d'une projection des forces armées russes vers l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie constitue une cause de préoccupation majeure dans ces pays. Ceux-ci ont alors conçu des réponses collectives à la modernisation des forces militaires entreprise par Moscou. C'est cependant l'intervention russe en Crimée en 2014, dont la rapidité et l'efficacité ont marqué les esprits, qui a transformé cette inquiétude en une priorité absolue. En élaborant différents scénarios d'affrontement, le documentaire de la BBC « World War Three: Inside the War Room » a suscité de fortes réactions émotionnelles aussi bien dans les États baltes qu'en Russie⁶⁰. La politique agressive de Moscou a d'ores et déjà un impact réel : le risque d'une escalade potentiellement incontrôlable continuera d'influencer les évolutions politiques dans la région de la Baltique.

La Russie a ostensiblement multiplié ses manœuvres militaires sur le « théâtre » baltique à l'été 2014, au moment même où le conflit dans l'Est de l'Ukraine s'intensifiait, l'objectif étant probablement de détourner l'attention occidentale du Donbass. Moscou a eu recours principalement à l'aviation, tandis que la flotte de la Baltique est restée peu sollicitée – les

60. A. Chapman, « Latvia: Third World War – Inside the War Room », *Baltic Review*, 5 février 2016, <http://baltic-review.com> ; A. Shirokorad, « Zlaâ kinoška pro vojnu ponarošku » [Un méchant petit film sur une drôle de guerre], *Nezavisimoe voennoe obozrenie*, 12 février 2016, <http://nvo.ng.ru>.

alertes faisant état de la présence d'un sous-marin russe dans l'archipel de Stockholm n'ont jamais eu la moindre crédibilité⁶¹. La Russie a également conduit des exercices militaires à grande échelle dans les districts militaires Ouest et Centre. Elle cherchait ainsi à prouver sa capacité à organiser dans des délais très courts des opérations stratégiques en dépit de son engagement dans le Donbass⁶². Dans ce contexte, il est intéressant de constater que, depuis le début de l'intervention russe en Syrie fin septembre 2015, l'intensité des démonstrations de puissance aérienne sur le « théâtre » baltique a diminué, et seules les troupes du district militaire Sud ont pris part aux exercices surprises de mars 2016 et aux manœuvres « Caucase 2016⁶³ ». Toutefois, des actions agressives comme l'attaque simulée sur l'*USS Donald Cook* et l'interception de l'avion de reconnaissance *USAF RC-135* mi-avril 2016 et la violation de l'espace aérien de l'Estonie et de Lituanie en septembre 2016 pourraient constituer les prémices d'un prochain regain de l'activité militaire de Moscou dans la région⁶⁴.

Comme pour l'énergie, la corruption et la propagande, on peut constater que la pression militaire exercée par Moscou sur le « théâtre » baltique provoque des effets contraires à ses attentes. L'un de ses objectifs était certainement de présenter l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie comme des « passagers clandestins » qui ne peuvent pas investir dans leurs capacités de défense et se contentent de marteler un discours « russophobe » afin d'obtenir aide et attention de la part de l'Allemagne et des États-Unis. Pourtant, ces pays sont parvenus à faire entendre leur besoin de « dissuasion par déni » (*deterrence by denial*), et se sont montrés prêts à mobiliser les ressources nécessaires pour atteindre cet objectif⁶⁵. Cet effort collectif a été affecté par la crise politique en Pologne, qui a abouti à la démission de plusieurs généraux de premier plan en mars

61. Th. Frear, L. Kuelsa et I. Kearns, « Dangerous Brinkmanship: Close Military Encounters Between Russia and the West in 2014 », *ELN Report*, 10 novembre 2014, www.europeanleadershipnetwork.org. Voir aussi le rapport de suivi : Th. Frear, L. Kuelsa et I. Kearns, « Russia-West Dangerous Brinkmanship Continues », 12 mars 2015, disponible à : www.europeanleadershipnetwork.org.

62. Pour une évaluation russe intéressante, voir A. Golts, « Bolšaâ repeticiâ bolšoj vojny » [La grande répétition d'une grande guerre], *Ezhednevny zhurnal*, 24 mars 2015, <http://ej.ru> ; pour un tableau d'ensemble instructif, voir I. Kearns, L. Kuelsa et Th. Frear, « Preparing for the Worst: Are Russian and NATO Military Exercises Making War in Europe more Likely? », *ELN Report*, 12 août 2015, www.europeanleadershipnetwork.org.

63. A. E. Kramer, « Russia Announces Surprise Military Drills in South », *The New York Times*, 8 février 2016, www.nytimes.com.

64. P. Felgenhauer, « Russian Jets Fly Close to US Ship and Recon Aircraft Over Baltic Sea », *Eurasia Daily Monitor*, 21 avril 2016, www.jamestown.org.

65. Pour une analyse convaincante du glissement vers la stratégie de « dissuasion par interdiction », voir A. Weiss Mitchell, « A Bold New Baltic Strategy for NATO », *The National Interest*, 6 janvier 2016, <http://nationalinterest.org>.

2016 ; rien ne prouve cependant que les services spéciaux russes aient été mêlés à cette « purge⁶⁶ ».

Les démonstrations de force russes étaient probablement également destinées à convaincre l'OTAN de l'impossibilité, et donc de l'inutilité, d'assurer la défense des trois États baltes. La thèse de leur vulnérabilité stratégique est présentée dans une étude controversée de la RAND Corporation qui a élaboré le scénario d'une avancée de colonnes de chars russes vers Tallinn et Riga⁶⁷. Cependant, l'OTAN n'a pas renoncé à défendre cette zone et a même intensifié son partenariat avec la Suède et la Finlande⁶⁸. De toute évidence, la Force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation (VJTF) est encore loin de constituer une unité opérationnelle apte au combat ; mais il faut souligner que la démonstration par la Russie de ses nouvelles capacités militaires pourrait être un leurre. En effet, l'opération qui a permis l'annexion rapide de la Crimée ne peut pas servir de référence pour le « théâtre » baltique : il s'agit d'un cas *sui generis*, difficile à reproduire. D'ailleurs, le stationnement de missiles sol-air *S-400* à Kaliningrad et le déploiement d'une brigade de missiles balistiques à courte portée *Iskander (SS-26 Stone)* sont destinés à « impressionner » les États-Unis et l'OTAN par les capacités russes de déni d'accès et d'interdiction de zone (A2/AD) ; mais, en réalité, ce « bastion » isolé demeure hautement vulnérable⁶⁹. En janvier 2016, le ministre de la Défense Sergueï Choïgou a donné l'ordre de transformer trois brigades en divisions à part entière pour la défense du flanc occidental de la Russie. Cette décision ne correspond ni à la réduction inexorable du nombre de conscrits, ni à la nécessité de réduire les dépenses pour la défense. Ainsi, contrairement au but recherché, le niveau réel de préparation au combat du groupement armé pourrait bien baisser⁷⁰.

66. Pour un commentaire russe bien informé, voir S. Ivanov, « Pol'sha izbavlâetsâ ot sovetskih generalov » [La Pologne se débarrasse des généraux soviétiques], *Gazeta.ru*, 11 mars 2016 www.gazeta.ru.

67. L'étude peut être consultée dans D. A. Shlapak et M. Johnson, « Reinforcing Deterrence on NATO's Eastern Flank: Wargaming the Defense of the Baltic », *RAND Research Report RR-1253-A*, 2016, www.rand.org. Voir également D. A. Shlapak et M. W. Johnson, « Outnumbered, Outranged, and Outgunned: How Russia Defeats NATO », *War on the Rocks*, 21 avril 2016, <http://warontherocks.com>.

68. Pour un examen utile de ces options, voir A. Wieslander, « Who will Defend the Baltics? NATO, the US and Baltic Sea Security », *NATO Source*, Atlantic Council, 7 mars 2016, www.atlanticcouncil.org.

69. Voir G. Howard, « Lithuania's Key Role in Countering Russian A2/AD Challenge to the Baltic », *Delfi*, 2 mars 2016, <http://en.delfi.lt>.

70. Cet argument a été défendu dans A. Golts, « Novye divizii ponizât boegotovnost' » [Les nouvelles divisions vont réduire la capacité de combat], *Ezhednevny zhurnal*, 13 janvier 2016, <http://ej.ru>.

D'une manière générale, la pression militaire russe n'a permis ni de fissurer la solidarité atlantique, ni de démoraliser les États baltes, ni même de les isoler de leurs alliés européens moins enclins à prendre des risques et à augmenter leurs dépenses budgétaires. La baisse de cette pression, liée à l'intervention militaire russe en Syrie, a offert à l'OTAN une trêve opportune, au cours de laquelle les alliés ont pu évaluer la véritable ampleur de la menace et préparer des plans d'urgence concrétisés lors du sommet de Varsovie en juillet 2016 par la décision de déployer quatre bataillons en Pologne et les trois pays Baltes.

Le « théâtre » de la mer Noire

Si la guerre d'août 2008 entre la Russie et la Géorgie avait brièvement placé la région de la mer Noire au centre de l'attention, la planification stratégique de l'OTAN a largement négligé cette zone jusqu'au printemps 2014. Le succès et la rapidité de l'opération militaire en Crimée l'ont alors mise au centre des priorités et ont imposé à l'Alliance une réévaluation des équilibres militaires sur ce flanc⁷¹. La Russie a rapidement déployé un puissant groupement militaire dans la péninsule. Elle s'est appuyée pour cela sur les anciennes infrastructures soviétiques dont l'état s'était certes dégradé en 25 ans, mais qui ont pu rapidement être remises en service à relativement peu de frais. À la fin de l'année 2014, la phase initiale de la remilitarisation de la Crimée était terminée : Moscou avait sécurisé sa « nouvelle possession⁷² ».

En 2015 et au début de l'année 2016, l'effort et l'attention consacrés au groupement déployé en Crimée ont été bien moindres, malgré les projets ambitieux de certains experts militaires russes⁷³. La flotte de la mer Noire a été renforcée par trois sous-marins à propulsion diesel-électrique de classe *Varchavianka* (Projet 636), trois autres devant être livrés en 2016-2017 pour former une nouvelle division qui sera basée non pas en Crimée mais à Novorossiïsk⁷⁴. Cependant, le projet d'y ajouter une division de six frégates de classe *Amiral Grigorovitch* (Projet 11356M) a dû être abandonné car les moteurs à turbine à gaz pour ces navires étaient produits en Ukraine (à l'usine Zoria-Machproekt de Nikolaev). Pour la même raison, les trois

71. S. Blank, « The Black Sea and Beyond », *Proceedings*, US Naval Institute, vol. 14, n° 10, octobre 2015, .

72. Pour un résumé optimiste, voir A. Chaplygin, « Rossijskaâ armia v Krymu god spustâ : sil'naâ i sovremennaâ » [L'armée russe en Crimée un an plus tard : forte et moderne], RIA-Novosti, 13 mars 2015, <http://ria.ru>.

73. Voir par exemple, A. Luzan, « Krym kak nepotoplâemyj avianošec » [La Crimée comme porte-avions insubmersible], *Nezavisimoe voennoe obozrenie*, 24 juillet 2015, <http://nvo.ng.ru>.

74. J. Bender, « Russia's Black Sea Submarine Fleet is Getting a Serious Upgrade », *Business Insider*, 14 juillet 2015, <http://uk.businessinsider.com>.

bâtiments qui ont déjà été mis à l'eau pourraient ne pas être correctement entretenus⁷⁵. Le haut commandement russe semble prendre conscience de la complexité de la logistique militaire en Crimée, où tout approvisionnement doit être acheminé par voie maritime.

Moscou n'a pas hésité à prendre le risque de défier les bâtiments de l'US Navy en mer Noire, mais s'est gardé de toute démonstration de force à l'égard des navires et des avions bulgares et roumains⁷⁶. Les moyens maritimes et aériens déployés en Crimée n'ont pas non plus été mis à contribution pour faire pression sur l'Ukraine, même durant l'intensification des combats autour de Marioupol à la fin de l'été 2014. Jusqu'à fin novembre 2015, la Russie s'est montrée particulièrement attentive aux intérêts et activités maritimes de la Turquie en mer Noire, afin de prouver que son partenariat stratégique spécial avec ce voisin était plus important que l'appartenance de ce dernier à l'OTAN. Pendant la crise diplomatique qui a suivi la destruction en Syrie d'un bombardier russe par un avion de chasse turc le 24 novembre 2015, Moscou a choisi de ne pas faire de démonstration de force en mer Noire⁷⁷. La perspective de la fermeture des détroits du Bosphore et des Dardanelles à la marine russe par la Turquie – conformément à la clause sur la « menace militaire directe » de la convention de Montreux (1936) et avec le soutien de l'OTAN – a de toute évidence été prise très au sérieux par le Kremlin⁷⁸.

La Russie a indéniablement une position militaire dominante en mer Noire. Les infrastructures militaires partiellement modernisées de Crimée lui permettraient, si elle le décidait, d'interdire tout trafic maritime et aérien le long des côtes de la Bulgarie et de la Roumanie. Dans le même temps, Moscou s'est montré réticent à projeter sa puissance militaire dans la région, à la différence du « théâtre » baltique. C'est ainsi que les autorités russes n'ont pas réagi au déploiement d'avions de chasse américains *F-22* en Roumanie en avril 2016⁷⁹. Lors des manœuvres

75. N. Novichkov, « Russia Hoping to Export Three Sanctions-Hit Admiral Grigorovich-Class Frigates », IHS Jane's Navy International, 15 octobre 2015, www.janes.com.

76. Pour un compte-rendu utile, voir G. Jean, « Russian Su-24s Make Multiple Passes by USN Destroyer in the Black Sea », IHS Jane's 360, 2 juin 2015 www.janes.com.

77. Il y a eu au moins une exception avec l'apparition d'un soldat tenant un missile sol-air portable à bord du bâtiment de débarquement de chars *César Kounikov* pendant qu'il traversait le Bosphore ; voir « Turkish FM Slams Russia's Missile "Provocation" in Bosphorus », *Hurriyet Daily News*, 6 décembre 2015, www.hurriyetdailynews.com.

78. Pour une analyse russe de la légalité d'une telle fermeture, voir I. Remeslo, « Kontrol' nad prolivami Bosfor i Dardanelly i nevyučennyye uroki istorii » [Le contrôle des détroits du Bosphore et des Dardanelles et les leçons d'histoire non apprises], RIA-Novosti, 27 novembre 2011, <http://ria.ru>.

79. O. Pawlyk, « F-22 Jets are in Romania to Keep Tabs on Russia's Black Sea Antics », *Air Force Times*, 25 avril 2016, www.airforcetimes.com.

« Caucase 2016 » en septembre 2016, Moscou n'a pas réellement eu d'autre choix que d'intercepter les avions de reconnaissance américains, mais en ce qui concerne la Crimée, le scénario prévu par ces exercices était purement défensif. Cette retenue signifie que les analyses présentant la Roumanie et la Bulgarie tout autant menacées que l'Estonie et la Lettonie sont loin de la réalité⁸⁰. Dans les faits, Moscou s'inquiète de voir l'OTAN prendre l'ascendant sur ce flanc⁸¹. La nécessité de poursuivre l'intervention militaire en Syrie – même dans un format réduit – rend la Russie très prudente quant à la réaffirmation de sa puissance sur le « théâtre » de la mer Noire, à l'exception de la Géorgie.

La menace nucléaire et la défense antimissile

La menace que font peser les armes nucléaires non stratégiques est un élément clé pour la compréhension de la position sécuritaire des États d'Europe centrale et orientale vis-à-vis de la Russie. Pour Moscou, l'une des préoccupations stratégiques majeures concerne le développement du système américain de défense antimissile et son « échelon » européen, censé être déployé principalement en Europe centrale et orientale.

La controverse qui entoure le « bouclier antimissile » américain remonte à l'époque Gorbatchev-Reagan, mais elle a pris une tournure nouvelle après le retrait en décembre 2001 des États-Unis du traité ABM⁸². Vladimir Poutine a si souvent fait référence à ce retrait unilatéral que l'on peut parler d'une véritable obsession stratégique de la part du président russe⁸³. Elle explique la priorité absolue donnée à la modernisation des forces stratégiques dans le Programme d'armement à l'horizon 2020 – qui demeure en vigueur malgré le manque de financement – et la réorganisation des structures de commandement, qui a vu les forces de défense aériennes et spatiales intégrées à l'Armée de l'air au sein d'un commandement unique⁸⁴. Cette obsession stratégique se trouve également

80. Voir, par exemple, J. Bugajski et P. B. Dolan, « Black Sea Rising: Russia's Strategy in Southeast Europe », *CEPA Report*, février 2016, <http://cepa.org>.

81. Ces craintes sont exprimées dans V. Muhin, « Nužen zaslon v sektore ugroz » [Nous avons besoin d'une protection dans le secteur menacé], *Nezavisimoe voennoe obozrenie*, 22 janvier 2016, <http://nvo.ng.ru>. Voir également « MID dopustil otvetnye mery pri sozdanii flotilii NATO v Chernom More » [Le ministère des Affaires étrangères envisage l'adoption de contre-mesures en cas de création d'une flottille de l'OTAN], RBC.ru, 27 avril 2016, www.rbc.ru.

82. L'Anti-Balistic Missile Treaty, qui date de 1972.

83. S. Pifer, « Putin's Nuclear Saber-Rattling: What is He Compensating For? », *Order from Chaos*, 17 juin 2015, www.brookings.edu.

84. Pour une évaluation sommaire, voir A. Golts, « Vozdušno-kosmičeskie sily nužny tol'ko generalam » [Seuls les généraux ont besoin de forces aérospatiales], 4 août 2015, <http://ej2015.ru>.

à l'origine des mesures – parfois contradictoires – censées « neutraliser » les moyens américains en Europe centrale et orientale. Le déploiement à Kaliningrad de missiles balistiques à courte portée *Iskander (SS-26 Stone)* a été annoncé à de multiples reprises et testé à l'occasion de plusieurs exercices, suscitant chaque fois des réactions négatives en Pologne⁸⁵. Le déploiement de bombardiers à long rayon d'action *Tu-22M3 (Backfire)* en Crimée a été présenté comme une réponse directe au stationnement d'éléments du système américain de défense antimissile en Roumanie, mais a été ensuite annulé⁸⁶. La livraison et le stockage de divers types de têtes nucléaires en Crimée ont souvent été évoqués, mais rien de précis n'a été réalisé en ce sens⁸⁷.

Cette ambivalence résulte d'un « marchandage stratégique » avec les États-Unis, combiné à des intrigues politiques visant à mobiliser l'opinion publique en Europe centrale et orientale contre le système otanien de défense antimissile. Moscou n'a en effet jamais cru que les investissements colossaux nécessaires à la mise en place de ce système pouvaient être justifiés par une hypothétique menace iranienne contre les États européens. En jouant sur la peur, le Kremlin espère amplifier la réticence des populations de Roumanie, de République tchèque et même de Pologne à l'égard d'un projet qui ne pourra pas dans un avenir proche protéger efficacement ces pays des missiles russes mais pourrait au contraire en faire les cibles de frappes préventives, y compris nucléaires⁸⁸. Cette accentuation des menaces, parallèlement à la campagne de propagande, était également destinée à accroître les sentiments anti-américains répandus dans la « nouvelle Europe » ; mais là encore cette stratégie a conduit au résultat inverse de celui escompté⁸⁹. La Russie est de plus en plus perçue comme un voisin dangereux et imprévisible, et l'établissement de liens plus étroits avec les États-Unis et l'OTAN considéré comme la seule garantie de protection contre son aventurisme militaire.

85. T. Weselowsky, « Kaliningrad, Moscow's Military Trump Card », RFE/RL, 18 juin 2015, www.rferl.org.

86. I. Petrov, « Tu-22M3 ne budut razmeščat' v Krymu » [Il n'y aura pas de déploiement de Tu-22M3 en Crimée], *Rossijskaya gazeta*, 27 juillet 2015, <http://rg.ru>.

87. O. Odnokolenko, « Krym možet stat' raketno-ždernym » [Des missiles nucléaires pourraient être installés en Crimée], *Nezavisimaya gazeta*, 2 juin 2015, www.ng.ru.

88. R. Gramer, « How Should NATO Counter Putin's Nuclear Threats? », *Newsweek*, 13 juillet 2015, <http://europe.newsweek.com>.

89. Un récent sondage effectué par l'institut Gallup montre que 69 % des Polonais, 58 % des Estoniens et 57 % des Roumains considèrent la Russie comme la plus grande menace, tandis que pour 14 % des Bulgares, la menace vient principalement des États-Unis ; voir N. Esipova et J. Ray, « Eastern Europeans, CIS Residents See Russia, US as threats », *Gallup World*, 4 avril 2016, www.gallup.com.

Conclusion : le jeu dangereux de Moscou

Depuis la crise ukrainienne, la Russie n'a cessé d'intensifier ses pressions économiques, politiques et militaires sur les États d'Europe centrale et orientale. Plongé dans une nouvelle confrontation avec l'Occident et prise au dépourvu par les sanctions américaines et européennes, Moscou a entrepris de chercher des « maillons faibles » dans le camp occidental. Le pouvoir russe a alors eu recours à une large panoplie d'instruments pour tenter d'exploiter les faiblesses des différents États d'Europe centrale et orientale, jouant de ses relations énergétiques (avec la Bulgarie et la Slovaquie), s'appuyant sur des réseaux politiques (en République tchèque et en Hongrie), exerçant des pressions militaires (sur la Roumanie et les trois pays baltes). Cependant, aucun de ces outils – renforcés par une campagne de propagande acharnée – n'a finalement produit les résultats escomptés.

Les moyens de pression énergétiques de la Russie ont été rendus inopérants par les changements survenus sur les marchés mondiaux et européens de l'énergie, changements qui ont accru la marge de manœuvre des pays consommateurs. La capacité de la Russie à accorder des crédits et à acheter des actifs dans les pays cibles est aujourd'hui limitée par la crise économique qui la frappe. Les effets de l'exportation de la corruption ont, quant à eux, été sérieusement réduits par plusieurs scandales de grande ampleur et les enquêtes qui ont été lancées. Enfin, les pressions militaires ont été efficacement contrées par l'attitude déterminée de l'OTAN. Dès lors, on peut affirmer que, dans un avenir immédiat, l'influence de Moscou en Europe centrale et orientale est peu susceptible de croître – et il est probable qu'elle va même se contracter.

Certains signes, bien qu'ils ne permettent pas encore de tirer de conclusions définitives, semblent indiquer que la Russie aurait décidé de faire preuve de plus de retenue dans l'usage de la force militaire – alors qu'elle la considérait jusqu'ici comme l'instrument politique le plus fiable et efficace à sa disposition – et de limiter ses provocations. Un tel repositionnement s'explique en partie par les coupes effectuées dans les dépenses de défense russes. Il contraste actuellement de façon saisissante avec l'attitude de l'OTAN, qui renforce ses contre-mesures, en particulier sur le « théâtre » baltique. Sans surprise, les responsables politiques

lettons, estoniens et lituaniens souhaitent que l'OTAN durcisse sa position face à la Russie plutôt que d'engager un dialogue avec Moscou pour tenter de faire baisser la tension⁹⁰.

Les futures relations de la Russie avec les États d'Europe centrale et orientale et sa capacité à faire pression sur eux dépendront dans une large mesure de la suite de la crise ukrainienne. Moscou part de l'hypothèse que les conflits politiques internes pourraient aggraver la situation dans le pays et accroître la lassitude de l'UE à l'égard de Kiev⁹¹. D'autres évolutions sur les « théâtres » baltique et de la mer Noire pourraient également avoir un impact majeur sur la façon dont le Kremlin entend gérer la confrontation avec l'Occident. Dans la région de la mer Noire, les risques sont liés avant tout à l'évolution de la relation avec la Turquie et de la politique de cette dernière en Syrie. Dans la zone baltique, une tendance clé est l'intensification de la coopération militaire entre l'OTAN d'un côté, et la Suède et la Finlande de l'autre. La Russie s'y oppose, mais chacun de ses avertissements ne fait qu'inciter les deux États à se rapprocher encore davantage de l'Alliance. La question de leur adhésion pourrait bientôt se poser en termes pratiques, ce qui réduirait la vulnérabilité géopolitique des trois États baltes, tandis que Moscou y verrait une détérioration majeure de ses positions.

Pour enrayer la perte de son influence géopolitique, la Russie mobilise tous les leviers économiques, politiques et militaires à sa disposition en Europe centrale et orientale, où l'unité européenne et atlantique présente quelques faiblesses que Moscou a tendance à surestimer. Or, les tentatives russes, aussi pertinentes soient-elles sur le plan tactique, risquent de provoquer des crises aiguës et, de fait, ne font qu'approfondir et accélérer la dégradation de ses positions stratégiques à long terme.

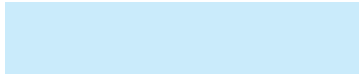
90. L. Linkevicius, « Enough: NATO Should Stop Feeding the Russian Troll », *Politico*, 5 mars 2016, www.politico.eu.

91. A. Moshes, « Will Europe Blink First on Ukraine? », *PONARS Eurasia Memo* n° 422, mars 2016, <http://www.ponarseurasia.org>.

Les dernières publications de *Russie.Nei.Visions*

- ▀ [V. Inozemtsev, « La modernisation de l'économie russe : les causes de l'échec »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 96, septembre 2016.
- ▀ [V. Likhatchev, « Les radicaux de droite dans le conflit russo-ukrainien »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 95, juillet 2016.
- ▀ [D. Trenin, « Politique russe en Asie : d'une approche bilatérale à une stratégie globale »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 94, juin 2016.
- ▀ [A. Choumiline, « La diplomatie russe au Moyen-Orient : retour à la géopolitique »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 93, mai 2016.
- ▀ [B. Lo, « La Russie, la Chine et les BRICS : une illusion de convergence ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 92, mars 2016.
- ▀ [L. Bisson, « Politique de l'immigration en Russie : nouveaux enjeux et outils »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 91, janvier 2016.
- ▀ [L. Poliakov, « Le "conservatisme" en Russie : instrument politique ou choix historique ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 90, décembre 2015.
- ▀ [I. Timofeev et E. Alekseenkova, « L'Eurasie dans la politique étrangère russe »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 89, décembre 2015.
- ▀ [I. Bounine et A. Makarkine, « État et milieu d'affaires en Russie »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 88, novembre 2015.
- ▀ [M. Korostikov, « Partir pour mieux revenir : les hauts fonctionnaires et les compagnies publiques russes »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 87, août 2015.

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : campagne@ifri.org



ifri

institut français
des relations
internationales